LE SECTEUR BANCAIRE, AU CŒUR DU MODELE ECONOMIQUE CHINOIS, SEVEREMENT REPRIS EN MAIN. Par Jean François DUFOUR

A lire ci-dessous : « China corp. 2025 ». Dans les coulisses du capitalisme à la chinoise.

jeudi 28 janvier 2021, par DUFOUR

On lira avec grand intérêt l'article très documenté de J.F. Dufour (1), sur la reprise en main majeure du secteur bancaire chinois, qui intervient également dans le secteur des BATX. Si la question du risque financier est bien sûr officiellement posée, la disgrâce de certains dirigeants, s'apparente d'abord à un retour du primat du politique sur celui de l'économique. Les dirigeants chinois entendent rester à la manoeuvre face des groupes désormais très puissants, et surtout privilégier la stratégie plutôt que la rentabilité du court terme. L'économie chinoise demeure étatisée. Les enjeux géopolitiques, les objectifs du « Made in China » 2025 priment sur tout le reste.
Continuer le « business as usual » semble de plus en plus difficile. Peut-être une leçon de pragmatisme politique, sinon un modèle pour les Européens... qui sont tentés de signer des accords incertains... L'Europe ne pourra pas dire qu'elle ne savait pas.

(1) Jean-François Dufour est Directeur de DCA Chine-Analyse, cabinet d'analyse de l'environnement économique chinois spécialisé sur l'industrie. Il est dédié à l'aide à la décision stratégique des entreprises européennes impliquées sur le marché chinois et édite « The China Industrial Monitor », janvier 2021 https://www.dca-chine-analyse.com

LE SECTEUR BANCAIRE, AU CŒUR DU MODELE ECONOMIQUE CHINOIS, SEVEREMENT REPRIS EN MAIN. Par J.F. DUFOUR

La haute finance reste une activité à risque en Chine. Malgré les profils différents de leurs protagonistes, trois affaires récentes montrent que Pékin réaffirme son contrôle sur un secteur au cœur de la politique économique du pays.

Lai Xiaomin, ancien président de China Huarong Asset Management Co, condamné à mort ; Hu Huaibang, ancien président de la China Development Bank (CDB), emprisonné à perpétuité ; Jack Ma, fondateur d'Alibaba, aux abonnés absents pendant deux mois après l'annulation de la cotation en bourse de sa filiale Ant Group.
En quelques semaines, des sanctions exemplaires – destinées à délivrer un message clair à leurs pairs – se sont accumulées contre des hauts responsables de la finance chinoise. Les individus présentent des profils différents, tout comme les institutions qu'ils dirigeaient. Mais le message est le même : le stratégique secteur bancaire doit rester sous le contrôle du Parti communiste chinois.

Le pompier pyromane

Même si elle sera certainement commuée en prison, la condamnation à mort de Lai Xiaomin est l'avertissement le plus lourd. Non tant parce que les pots de vin évoqués, à 277 millions de dollars, établissent un record faramineux ; mais parce que la peine est à la hauteur du crime aux yeux du gouvernement chinois.
De 2012 à 2018, Lai a été le patron de l'une des quatre grandes AMC (Asset Management Companies) créées en 1999. Ces structures de défaisance, qui leur rachètent leurs créances douteuses, sont l'outil qui permet aux banques chinoises de continuer à fonctionner malgré l'ampleur de leurs encours de crédits non rentables (parce que politiquement motivés).
Alors que Pékin vient d'établir en 2020 une cinquième entité du même type, pour aider à gérer le contrecoup de la crise du covid 19, les allocations injustifiées de financements que Lai se faisait grassement rémunérer relèvent de la haute trahison aux yeux du gouvernement chinois. L'ancien sous-directeur de l'autorité de régulation bancaire, avant de présider Huarong, était censé être l'un des garants du fonctionnement du système bancaire. Son attitude a été aux yeux de Pékin celle d'un pompier pyromane.

Hercule de foire

La condamnation à peine moins sévère de Hu Huaibang, lui aussi pour corruption, est quant à elle liée à la confiance qu'il a trahie.
Lorsqu'il est nommé en 2013 à la tête de la plus importante des banques « politiques » du pays (statutairement chargées de soutenir la stratégie économique nationale), Hu a une mission : normaliser la situation de la CDB, qui est devenue un pouvoir au sein du pouvoir. Très liée au secteur pétrolier, la banque a échappé au contrôle du gouvernement et dicte de fait une partie de la diplomatie économique de la Chine, avec des méthodes souvent problématiques.
Pour nettoyer ces écuries d'Augias, Hu semble présenter le profil idéal : avant de diriger l'une des grandes banques « commerciales » du pays, il a été Secrétaire à l'inspection de la discipline de la CBRC (China Banking Regulatory Commission), l'autorité de régulation bancaire. Las, l'Hercule va se révéler bien peu héroïque : s'ils font pâle figure face à ceux de Lai, les 13 millions de dollars de pots de vin qu'on l'accuse d'avoir amassé en dix ans s'accordent peu avec la mission qui lui avait été confiée.
Comme celle de Lai Xiaomin, la condamnation de Hu Huaibang a valeur d'exemple : tous les dirigeants de grandes banques nationales, qu'elles soient statutairement « politiques » ou « commerciales », relèvent d'un actionnaire majoritaire qui est l'Etat chinois, et d'une direction des ressources humaines doublée par le Parti communiste chinois (PCC).

La fourmi trop prêteuse

Le profil de Jack Ma est radicalement différent. Le fondateur d'Alibaba (l'Amazon chinois) est membre du PCC ; mais c'est une figure emblématique de l'entreprenariat privé, dont la liberté de parole a souvent servi l'image de la Chine nouvelle.
Mais lorsque, fin octobre 2020, Jack Ma prononce un discours à Shanghai, il est trop confiant : l'accord des autorités pour la cotation imminente d'Ant Group, la filiale financière d'Alibaba, qui doit être la plus grosse introduction en bourse de l'histoire, l'amène à penser qu'il peut dévoiler ses ambitions dans la sphère financière.
Son discours, qui dénonce la régulation comme trop axée sur la prévention des risques aux dépens de l'innovation, et l'esprit de « prêteurs sur gages » des banques chinoises, a un effet immédiat. Deux jours avant la date prévue, la cotation d'Ant Group est ajournée, au motif d'un nouveau pré-projet de régulation financière prévoyant un contrôle plus strict du micro-crédit – le domaine de prédilection du groupe symbolisé par une fourmi. Et Jack Ma n'est reparu en public qu'après plus de deux mois. Sans ennuis judiciaires – une telle erreur en ferait un martyr dans le pays comme à l'étranger – mais à n'en pas douter avec des consignes claires pour faire profil bas.

Maîtrise systémique

Erreur de jugement ou tentative délibérée d'un entrepreneur décidé à défier le système, Jack Ma a dans tous les cas franchi le Rubicon. L'innovation qui était acceptable par le gouvernement chinois dans la logistique et le commerce, ne saurait l'être dans la finance.
Car tout le système économique chinois repose sur des banques qui ne sont pas des prêteurs sur gages, comme l'a affirmé le fondateur d'Alibaba ; mais des prêteurs sur ordres. Le modèle économique chinois, dont les priorités sont des objectifs stratégiques de long terme et non la rentabilité, ne tient que parce que les autorités contrôlent l'allocation des crédits.
Guo Shuqing, le tout-puissant patron de la CBIRC (China Banking and Insurance Regulatory Commission, l'autorité de régulation qui chapeaute les assurances en plus des banques depuis 2018), a livré en décembre le fin mot de l'histoire en dénonçant le « risque systémique » associé aux « fintech » menées par Ant Group.
Alors que la Chine s'engage dans le quatorzième Plan quinquennal dans le contexte difficile de la crise du covid 19, maîtriser ce risque systémique est essentiel pour les autorités chinoises ; et la solution la plus efficace reste de maîtriser le système lui-même.

Jean-François DUFOUR, janvier 2021

« China Corp. 2025 ». Dans les coulisses du capitalisme à la chinoise. Maxima, Paris, 2019

Manoeuvres opaques, objectifs stratégiques servis par des acteurs aux statuts ambigus et aux moyens considérables : la Chine est-elle en train de « tricher » dans la compétition économique mondiale ? En fait, tout en prétendant s'aligner sur le modèle classique de l'économie de marché, la Chine se développe selon d'autres règles et sur un autre modèle. Pour décrypter les rouages complexes de ce « capitalisme à la chinoise », Jean-François Dufour explique les rôles et enjeux parfois conflictuels des acteurs de ce système hybride : entreprises publiques et privées, mais aussi gouvernement central, gouvernements régionaux et Parti communiste chinois. L'auteur lève le voile sur les ambitions d'un géant qui, annoncées dans son plan Made in China 2025 et inscrites dans son projet des « nouvelles routes de la soie », ont un impact économique et géopolitique majeur sur l'évolution du monde.